



UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام  
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Affiliée à



## LA LICRA, PRÊTRE OFFICIEL DE LA NOUVELLE LAÏCITÉ ?

Nous apprenons que la LICRA (Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme) vient d'obtenir la signature du renouvellement de son partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale pour trois ans, tant pour son intervention dans les établissements que pour la formation des formateurs.

Cette annonce intervient au moment où le Ministère prévoit de donner une certaine importance (malgré les limites de crédits) à la promotion d'un nouvel enseignement civique et moral, dont la LICRA serait donc un partenaire privilégié.

Dans le même mouvement, le livre que la LICRA a édité en septembre 2014, [100 mots pour se comprendre contre le racisme et l'antisémitisme](#) (sous la direction de Antoine Spire et Mano Siri, éditions Le Bord de L'eau), est publié sur le site « Eduscol » du ministère comme outil pédagogique privilégié.

**L'Union Juive Française pour la Paix considère que cette convention et cette promotion de l'ouvrage cité sont un très mauvais coup porté à la laïcité, au « vivre ensemble » et à la lutte contre le racisme dans notre pays.**

**Sans préjudice d'une analyse ultérieure plus approfondie**, nous citerons simplement quelques passages de l'ouvrage, qui certes n'en constituent pas l'essentiel, mais portent sur des sujets dont nous savons qu'ils sont justement au cœur des polémiques et des difficultés rencontrées par les personnels de l'éducation aujourd'hui, tout particulièrement depuis les crimes racistes qui ont endeuillé notre pays en janvier. Sur plusieurs points, nous sommes obligés de parler de l'œuvre de pompiers pyromanes, et nous en voulons pour preuve le choix de certains rédacteurs, tel Robert Redeker, l'auteur de la formule « islamisation des esprits ».

Dans leur introduction les auteurs savent à juste titre dire, après avoir montré comment « de nouveau on assassine des juifs uniquement parce qu'ils sont nés juifs », que « les musulmans de ce pays ne sont pas mieux traités ». Mais le reste de l'ouvrage montrera un traitement fort déséquilibré des notions et des faits.

La présentation d'Israël (seul Etat faisant l'objet d'une entrée) comme « seule authentique démocratie du Moyen Orient » ne peut être perçue que comme une provocation pour tous ceux qui sont horrifiés par les massacres répétés opérés par cet Etat au mépris du droit international depuis sa création, et encore aujourd'hui en Cisjordanie et bien sûr à Gaza. Israël est un Etat juif et démocratique au sens où il est démocratique pour les Juifs et oppose sa judéité à tous les autres, pour justifier les discriminations tant en matière de logement et de travail que de justice et de circulation, sans oublier la non-reconnaissance de nombreux villages palestiniens, dont ceux des Bédouins du Néguev.

Or Israël est présenté comme ayant « toujours eu deux langues officielles – hébreu et arabe - (...) ». Cela n'est plus vrai depuis des années, et tous ceux qui sont allés sur place savent à quel point tout est fait pour que l'arabe soit éliminé du paysage. Ni la Nakba, ni l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens conquis en 1967 ne sont évoquées.

De ce fait ne faudrait-il pas rappeler que les 50% de non-juifs vivant entre Mer Méditerranée et Jourdain sont privés de tout ou partie de leurs droits politiques et économiques.

Cette présentation d'Israël se contente de reprendre le roman national proposé par le sionisme d'un « retour sur la terre ancestrale », et bien sûr ne questionne pas le sionisme comme idéologie de la séparation. La nécessité d'un Etat nation sur une base ethnique n'est peut-être pas le meilleur exemple pour promouvoir le « vivre ensemble », elle est même en contradiction avec la conception républicaine de la citoyenneté. Une telle présentation va de pair avec celle de l'antisionisme comme forme moderne de l'antisémitisme, en s'abritant derrière une citation de Léon Poliakov : « Cette agitation qui dure depuis trois millénaires, qui fut par exemple « anti mosaïque » dans l'Antiquité, « antijudaïque » chez les chrétiens et devint « antisioniste » au vingtième siècle, connaîtra probablement au vingt et unième siècle de nouveaux prolongements (...) ».

Mano Siri et Antoine Spire enfoncent le clou « En effet, Israël est le seul Etat du monde dont certaines forces politiques contestent encore la légitimité, confondant la critique d'une politique avec la négation de l'Etat. Avec la deuxième Intifada en septembre 2000, et malgré la signature d'accords de paix entre Israël et plusieurs de ses voisins arabes (Egypte et Jordanie), l'antisionisme recouvre à présent la délégitimation de l'Etat d'Israël et l'hostilité aux Juifs ».

Ici, Mano Siri et Antoine Spire confondent la critique des conditions de la création de l'Etat d'Israël et des structures d'apartheid qu'il s'est données, ses pratiques d'épuration ethnique et son expansion par la construction du Mur ou la colonisation, et l'hostilité aux Juifs. Ce sont eux qui, en participant à cette confusion, comme d'ailleurs les autres soutiens inconditionnels de l'Etat d'Israël comme le CRIF, contribuent à l'antisémitisme.

C'est cette même définition de l'antisionisme comme la forme moderne de l'antisémitisme qui a conduit des militants alsaciens sur le banc des accusés pour avoir appelé au boycott des produits israéliens tant que ce pays ne respectera pas le droit international, procès dans lequel la LICRA s'était portée partie civile.

Ainsi, sur des questions clés, le livre apparaît non comme un outil pédagogique ouvrant à débat, mais l'affirmation d'une idéologie assénée comme une vérité incontestable.

**Choisir la LICRA comme partenaire privilégié et son livre comme référence est un acte délibéré d'importation du conflit Israël Palestine dans l'école sous prétexte d'antiracisme. L'UJFP demande solennellement que cette décision soit reconsidérée.**

Le bureau national de l'UJFP, le 4 février 2015